

SITUATION DES INTERVENTIONS EN SECURITE ALIMENTAIRE DEPUIS LA CRISE POST-ELECTORALE

1. Conséquence humanitaire

La crise post-électorale a eu un impact non négligeable sur l'accès à la nourriture, sur les moyens d'existence et les mécanismes de survie de la population en général et des strates de populations vulnérables en particulier (déplacés, familles d'accueil, retournés, ménages précaires, sinistrés, etc.). Environ 1 million de personnes déplacées (sur site et dans les familles d'accueil) et plus de 200 000 réfugiés ont été signalés en avril 2011 (*source : HCR*). Des mouvements de retours ont cours vers les zones d'origine (Ouest et Sud du pays).

Accès alimentaire : La vulnérabilité de ces ménages est accentuée par la précarité financière (faible pouvoir d'achat) et les difficultés d'accès aux produits alimentaires. Déjà marquée en 2010 par une hausse des prix (+18% par rapport à la moyenne des cinq dernières années 2005-2009), la problématique de l'accès est accentuée par une volatilité généralisée des prix. Selon le PAM, en janvier 2011, les prix des produits vivriers restaient à des niveaux élevés par rapport à novembre 2010. L'huile a augmenté de 27%, le lait en poudre de 28%, le sucre de 40%, le gaz butane de 35%, la tomate fraîche de 40%. Les mois de novembre et de décembre 2010 se sont caractérisés par des augmentations du coût du panier alimentaire moyen mensuel par personne, particulièrement élevé à Guiglo au mois de décembre (8897 FCFA) puis à Man (8285 FCFA) et à Odienné (6187 FCFA) - *ACF, Etude de l'impact de la crise sur les marchés et le panier alimentaire*. L'analyse des prix sur les marchés à Abidjan (PAM/OCPV) depuis novembre 2010 indique des hausses moyennes mensuelles de l'ordre 10% pour le riz importé de grande consommation et plus de 30% dans le mois d'avril 2011 pour l'ensemble des denrées alimentaires. La forte pression sur les disponibilités locales et l'arrêt des approvisionnements des marchés durant la période d'intenses affrontements (mars-avril) ont entraîné des majorations de prix sans précédent des biens de première nécessité.

Nutrition : La situation nutritionnelle est aussi préoccupante. L'évaluation nutritionnelle rapide dans le village de Guehieby (région du Moyen Cavally) en avril 2011 a mis en évidence un taux de 5,9% d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et 2,9% en situation de malnutrition aiguë modérée. Par ailleurs le taux assez élevé d'enfants à risque de malnutrition (11,7%) peut faire craindre une détérioration de la situation nutritionnelle dans le village de Guehieby, si aucune action n'est entreprise.

Moyens d'existence des ménages : Les activités économiques et les sources de revenus des ménages agricoles (productions vendues à bas prix) ont été considérablement affectées entraînant ainsi une insuffisance de liquidité pour faire face aux besoins essentiels comme la nourriture. La pauvreté et les difficultés d'écoulement sont des principaux facteurs qui ont concouru à la mévente des produits agricoles, généralement par des gros commerçants des pays frontaliers. Les problèmes d'accès aux intrants agricoles (hausse de 30 à 40% des prix du kilogramme de NPK et d'urée) et aux semences dus à une forte pression sur les disponibilités limitées (par l'auto-consommation, la vente ou le pillage de semences) rendent difficile la relance de la production au cours de la saison agricole 2011. Dans les zones ayant connues de fortes tensions, les ménages dont les moyens d'existence ont été complètement ou partiellement détruits ou pillés sont exposés à de graves conséquences sur leur sécurité alimentaire.

Mécanismes d'adaptation : Au delà de la période estimée de deux mois maximum suivant le niveau de stock alimentaire des ménages agricoles à compter au mois de février 2011 où fréquence des repas quotidiens était en général réduite à 2 et tout au plus un repas pour les déplacés et ménages hôtes, le développement des mécanismes de survie des populations affectées serait davantage accentué par le prolongement de la crise (*source : missions d'évaluation rapide des partenaires humanitaires*). Avec cette pression sur les réserves alimentaires des ménages agricoles, la précocité et l'allongement de la période de soudure risquent d'augmenter les taux de malnutrition et d'insécurité alimentaire dans ces zones.

2. Actions entreprises

Arrimé sur le Plan de réponse d'urgence de la sécurité alimentaire et le Plan de préparation de l'EHAP (*Emergency Humanitarian Action Plan*), les interventions entreprises par les principaux acteurs ont essentiellement été axées sur la couverture des besoins immédiats à travers les distributions alimentaires et l'assistance agricole. L'analyse des besoins, des gaps et des stratégies d'intervention ont nécessité un renforcement de la coordination à travers les activités du Cluster sécurité alimentaire.

Distribution alimentaire : Avant le mois de mars, plus de 167 tonnes de vivres ont été distribués par le PAM à 25 000 bénéficiaires dont la majorité à l'ouest (Duékoué, Man, Danané). En complément aux 36 400 personnes assistées par le PAM dans le mois d'avril à l'ouest, les distributions générales de vivres dans l'ouest ont couvert 30 570 bénéficiaires dans la première semaine du mois de mai 2011. Le plan de distribution globale prévoit 150 000 personnes à l'ouest. En plus, le PAM va assister 42 500 déplacés au centre et au nord du pays, et à déjà commencé par les sites et les hôpitaux à Abidjan (13 100 bénéficiaires). Autant que le PAM, d'autres partenaires comme le CICR, ACF continuent d'assister les déplacés sur sites, les familles d'accueil et les retournés récents en ration alimentaires et kits de protection dans l'Ouest et à Abidjan. ACF assure les distributions de près de 2 500 repas chauds chaque jour dans sa cantine établie dans les sites de regroupement à la mission catholique de Duékoué et à l'église UESSO. Douze (12) cantines dont huit (8) à Danané et quatre (4) à Mahapleu ont été ouvertes le 9 mai 2011 afin de faire bénéficier 7 000 repas chauds chaque jour aux enfants de 6 mois à 5 ans ainsi qu'aux femmes allaitantes et enceintes.

Assistance agricole : Les appuis pour la saison pluvieuse 2011 concernent la distribution de kits agricoles d'urgence (composé de semences, d'engrais, d'outils agricoles ou d'équipements de protection) à plus de 21 000 ménages soit environs 130 000 personnes à l'Ouest et au Nord. Les partenaires concernés sont la FAO (9 600 ménages dont 1000 assistés en collaboration par ACF), du CICR (5 000), le PNUD/OFMC (4 200), ACF (2 000 supplémentaires) et à DRC (500).

La FAO a procédé à une légère révision de la répartition initiale de ses bénéficiaires, afin d'adapter la réponse aux besoins les plus « criants », notamment en prenant en compte les premiers retournés récents dans la Zone Sud de Bangolo (4 800 personnes venues de Duékoué) et dans le Moyen Cavally (3 600 dans la sous-préfecture de Duékoué). Au total, 5 800 ménages seront assistés dans la région des Montagnes et 1 100 dans la région du Moyen Cavally (en majorité des retournés récents), 700 dans la région du Bafing et 1000 pour chacune des régions du Denguélé et des Savanes, par la FAO. La cible couverte par la FAO représente environs 45% du total des bénéficiaires assistés par l'ensemble des acteurs opérationnels impliqués dans la distribution de semences.

En termes de quantité, 102 tonnes de semences de riz pluvial, 40 tonnes de riz de bas-fonds, 19 tonnes de maïs, 9,6 tonnes de niébé, 0,5 tonnes de gombo, 263 tonnes de NPK, 152 tonnes d'urée, 6 900 pièces de houes industrielles et de 3225 paires de bottes, seront distribués au plus tard la première quinzaine du mois de mai 2011 dans les villages d'accueil et de retournés. Cette assistance permettra aux ménages bénéficiaires d'avoir une disponibilité alimentaire d'au moins 5 mois. Ces actions sont financées à travers des projets sur les fonds de la FAO et sur les fonds CERF du SNU.

Les bénéficiaires sont les communautés rurales vulnérables qui ont accès à la terre. Avec une certaine flexibilité des critères d'éligibilité (pour toucher d'autres strates de populations vulnérables), la priorité est accordée aux catégories suivantes:

- les familles d'accueil et les ménages vulnérables qui ont perdu la plupart des sources de liquidités et de moyens d'existence (les pertes et le pillage des récoltes et des stocks de nourriture, de semences, la destruction des parcelles, etc.) et qui ont leurs stocks alimentaires limités ;
- les retournés récents, les ménages déplacés qui n'ont aucune source de revenus substantiels et n'ayant pas développés des mécanismes d'adaptation indépendants de l'aide humanitaire;
- les ménages les plus vulnérables qui ont eu de très mauvaise récolte ou de faible rendement dus à la perturbation des activités du cycle de production deuxième récolte 2010, le pillage des cultures, la destruction des champs, et n'ayant aucune autre source principale ou de revenus substantiels.

Appui à l'économie des ménages : Des actions distribution de cash direct (non conditionnel), de cash for work (nettoyage des rues, etc.) et de « vouchers » basé sur les systèmes de bons/coupons sont initiées à Abidjan notamment par des acteurs humanitaires (ACTED, Solidarités, ACF, Première Urgence, etc.) pour injecter de l'argent ponctuel dans les ménages vulnérables et contribuer à une augmentation immédiate du pouvoir d'achat. L'ONG Aide médicale internationale cible 3 000 ménages qui recevront du cash dans le cadre de la réactivation du système de pré-collecte des ordures à Abidjan (Williamsville, Yopougon, etc.) pour une durée de 6 mois.

Le PAM procède actuellement à une analyse de faisabilité d'un programme cash/voucher à plus grande échelle. Dans le cadre du Cluster Sécurité Alimentaire, une task force sur le sujet a été activée fin avril 2011. ACF a commencé en mai 2011 dernier à Danané et Mahapleu la distribution mensuelle des coupons alimentaires pour une période de trois mois à 2 500 ménages après l'identification des bénéficiaires, des marchés, des commerçants ainsi que la banque pour le transfert d'argent aux commerçants. A Abidjan et ses périphéries, la distribution des coupons alimentaires à 2 000 ménages sur près de seize (16) sites est en préparation. Les premières distributions des coupons alimentaires auront lieu le 23 mai prochain.

Coordination : Le Cluster sécurité alimentaire se réunit actuellement deux fois par mois à Abidjan ; une synergie et collaboration avec le Cluster Nutrition est assurée. Les Clusters régionaux de Man et Korhogo ont des réunions hebdomadaires. Les besoins, la réponse fournie ainsi que les gaps et les contraintes stratégiques et opérationnelles aux principales interventions sont coordonnés et les leçons apprises sont capitalisés.

3. Gaps de besoins

Au regard du chiffre de planification de la réponse humanitaire qui prévoit plus de 2 000 000 de personnes qui seraient affectées par la crise, des besoins importants restent à couvrir notamment au niveau du soutien au moyen d'existence et la sécurité alimentaire des ménages.

Une préoccupation majeure dans la stratégie d'intervention est accordée à toutes les personnes déplacées, leurs familles d'accueil et les retournés, notamment ceux qui ne seront pas en mesure de retourner à temps pour la campagne principale et donc pas en mesure de cultiver, avec pour conséquences une disponibilité et accessibilité alimentaire limitée. Ces ménages risquent d'être dépendant d'une aide alimentaire pendant une longue période.

En soutien au moyen de subsistance de ces ménages affectés et vulnérables, il est envisagé des actions d'assistance agricole à moyen termes notamment des activités génératrices de revenus (maraîchage, élevage, transformation agricole, etc.), la réhabilitation ou l'aménagement sommaire des bas-fonds, la production maraîchère de contre-saison, le soutien au capital semencier rural à travers l'appui aux systèmes communautaires de production de semences vivrières.

4. Défis majeurs

Pour assurer la couverture globale des besoins identifiés, un renforcement du financement des programmes d'assistance en sécurité alimentaire s'impose. Les plaidoyers pour la mobilisation des ressources doit aussi inclure le besoin urgent de disposer d'une topographie actualisée et précise, à l'échelle nationale, des indicateurs de la sécurité alimentaire par le biais d'enquêtes et d'évaluations (Enquête approfondie de la sécurité alimentaire, missions de suivi des récoltes, cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, Système conjoint de collecte des prix, etc.).

Un accent particulier devra être mis sur la collaboration avec les structures techniques du gouvernement (MINAGRI, MIPARH, etc.) ainsi que les services déconcentrés et sous-tutelle pour renforcer l'analyse des besoins, la coordination et le suivi des bénéficiaires, dans une perspective de durabilité des actions prévues à court et moyen termes.